Note sur la structuration progressive des organisations de solidarité internationales (OSI)¹ dans leur relation avec les pouvoirs publics²

Quelques repères historiques

1. Les milieux français de la solidarité internationale

Dans l'émergence progressive des organisations non gouvernementales (ONG), c'est-à-dire d'associations de type Loi 1901 ayant un objet social en rapport avec la coopération pour le développement des pays pauvres et/ou la solidarité internationale, trois moments peuvent être distingués : i/ avant 1960 ; ii/ la vague des années 60' ; iii/ la décennie des années 70'.

1.1. Les Oeuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte (OHFOM), filiale de l'Ordre souverain de Malte de l'époque des Croisades, est sans doute l'ONG française qui a la filiation la plus ancienne. Michel Doucin inscrit également l'action des ONG d'aujourd'hui dans la lignée de celle des congrégations et des ordres religieux dont les réalisations s'échelonnent depuis le XV^e siècle³.

En 1864 naît la section française de la Croix-Rouge qui se rattache à l'organisation caritative, créée en juin 1859 par Henri Dunant - la première figure des humanitaires modernes - face à l'horreur de la bataille de Solferino, et qui prend une croix rouge comme emblème. En 1924-1925, le "Secours Rouge", première dénomination du Secours populaire français, met en place, en France et à l'étranger, ses premières sections. L'essentiel de leurs activités consiste à « apporter une solidarité matérielle et juridique aux victimes des régimes dictatoriaux »⁴. En 1939, c'est la CIMADE (Comité inter-mouvements auprès des évacués) qui est créée par les Eglises protestantes pour intervenir auprès des populations évacuées et qui s'engage, au milieu

¹ Les associations françaises préfèrent la dénomination d'"association de solidarité internationale" (ASI) ou d'"organisation de solidarité internationale" (OSI) au concept d'"organisation non gouvernementale", à connotation négative mais qui prévaut au niveau européen ou international.

² "La complexité des rapports entre les grandes ONG humanitaires et nos Etats modernes évoque, à certains égards, ceux qui lièrent et opposèrent aux institutions absolutistes, tout au long de l'histoire européenne, des mouvements revendiquant une part d'autonomie dans le jeu diplomatique international. Ainsi, dès la fin du Moyen Âge, ordres hospitaliers et ligues de cités marchandes s'affrontent, à cette fin, à la papauté et aux monarchies. A partir du XVIII^e siècle et pendant deux siècles, la communauté internationale des philosophes, relayée par les ligues abolitionnistes et des droits de l'homme, puis par le mouvement syndical, participe, dans un jeu ambivalent avec les pouvoirs étatiques, à l'accouchement de la démocratie et à la poursuite d'un idéal de paix. Dès 1918, des fédérations internationales d'anciens combattants se constituent, avec l'ambition d'éteindre l'idée même de belligérance. C'est dans cette longue histoire que s'inscrit l'article 71 de la Charte des Nations unies qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, prévoit que des « organisations non gouvernementales » représentatives de l'opinion publique mondiale pourront être entendues par le Conseil économique et social des Nations unies. [...] La nouvelle institution, représentative des « peuples du monde », ouvre une fenêtre sur les autres formes d'expression des nations, leurs sociétés civiles." Michel Doucin, *Société civile internationale et diplomatie : l'exception française*, in *Les Diplomates, Négociateur dans un monde chaotique*, sous la direction de Samy Cohen, Mutations, Autrement, 2002, pp. 85-86.

³ Michel Doucin, *Les ONG, acteurs-agis des relations internationales*, Thèse de sciences politiques, Bordeaux, mai 2005. Voir aussi Henri Rouillé d'Orfeuil, *La diplomatie non gouvernementale, Les ONG peuvent-elles changer le monde ?* Les éditions de l'atelier - Editions Charles Léopold Mayer, mars 2006, pp. 18-22.

⁴ Dix ans plus tard, les dirigeants du "Secours Rouge" transforment leur association en "Secours populaire de France et des colonies", cherchant à mobiliser les bonnes volontés le plus largement possible. En 1938-39, le Secours populaire est fortement engagé auprès des enfants et des familles des Républicains espagnols. En 1945, il prend sa dénomination actuelle de "Secours populaire français". Julien Lauprêtre, *Ensemble, mondialisons la solidarité*, XXX^e Congrès national du Secours populaire français, pp. 14-15.

des années 1950, dans une solidarité active avec les mouvements politiques et sociaux des pays encore colonisés : création du Centre BOPP à Dakar, en 1955, et appui à la résistance algérienne durant la guerre d'Algérie. Le Secours Catholique, la branche française du Mouvement Caritas, naît en 1947 suite à une décision de l'épiscopat français. Il réunit en son sein trois organisations caritatives catholiques existantes et va mobiliser les catholiques français autour de "micro-réalisations dans les pays pauvres", dès la fin des années 50'. En 1955, l'Abbé Pierre cherche de son côté à promouvoir un développement international des communautés Emmaüs. L'instrument privilégié de cette extension internationale d'Emmaüs sera l'"Institut de recherche et d'action sur la misère du monde", à l'origine de l'"Institut de recherche et d'application des méthodes de développement", l'IRAM d'aujourd'hui⁵. En 1956, plusieurs organisations de l'enseignement public, dont la Fédération de l'éducation nationale (FEN), le Syndicat national des instituteurs (SNI), l'Entraide universitaire, la Mutuelle générale de l'Education nationale (MGEN), créent le Comité d'aide aux réfugiés hongrois pour accueillir les victimes des événements de Budapest⁶.

Avant 1960, ce sont donc surtout les guerres qui suscitent partout des initiatives à caractère humanitaire. La guerre civile russe a aussi entraîné la création, à Londres, en 1919, de *Save the children* et la guerre civile espagnole, en 1937, celle de *Plan international*. La Seconde guerre mondiale, outre la CIMADE, a entraîné la création d'OXFAM (*Oxford Committee for Famine Relief*), également en Grande-Bretagne, en 1942, et celle de CARE (*Cooperation for American Remittances in Europe* qui deviendra *Cooperation for American Relief Everywhere*) aux Etats-Unis, en 1945. Et *World Vision* est également créé aux Etats-Unis, en 1950, pour porter secours aux orphelins victimes de guerre.

1.2. Dès 1958, le Père Lebreton crée l'"Institut international de recherche et de formation, éducation au développement" (IRFED) et H. Desroches le "Collège coopératif" mais c'est la vague des indépendances, en 1960, qui va provoquer une multiplication d'associations axées sur le développement des pays nouvellement indépendants.

Création en 1960, à l'initiative des pouvoirs publics français mais à la demande de la FAO, d'un "Comité français pour la campagne mondiale contre la faim" (CFCMCF), chargé de coordonner en France la campagne mondiale contre la faim de la FAO. L'Eglise catholique, de son côté, en réponse à l'appel du Pape Jean XXIII, met en place le Comité catholique contre la faim et le développement (CCFD)⁷ pour coordonner l'action des mouvements d'action catholique contre la faim et pour le développement. Terre des Hommes, né à Lausanne en 1959, crée une branche française en 1963, et Medicus Mundi envoie ses

⁵ La première action concrète de l'IRAM est d'établir, dans la région de Rennes, une carte précise des besoins en logements. Des contacts avec le Maroc, en particulier la visite du Prince héritier Moulay Hassan dans la communauté Emmaüs de Noisy-le-Grand, feront de ce pays le premier champ d'action étranger de l'association. L'IRAM est à l'origine un outil de propagation des méthodes d'Emmaüs, de recensement, de diffusion de l'information sur la misère et de formation de volontaires « aptes à partager l'effort des plus malheureux ». Pierre Lunel, *40 ans d'amour*, L'abbé Pierre et Emmaüs, Edition°1, 1992, pp. 264-265.

⁶ En 1958, en raison du développement de ses activités, ce comité deviendra le Comité national de solidarité ; treize organisations en sont membres. En avril 1960, après la catastrophe de Fréjus, le Comité national de la solidarité des œuvres complémentaires de l'enseignement public est mis en place. Il intervient notamment en faveur des victimes des inondations dans le centre de la France, des victimes de l'OAS (1962), des sinistrés de la Guadeloupe (1966)... grâce aux collectes effectuées auprès de ses adhérents. En 1981, ce comité se transforme en "Comité national de solidarité laïque".

⁷ Membre de la Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CIDSE) qui regroupe les grandes ONG catholiques de développement, parallèlement au réseau des Caritas : CCFD en France, CAFOD au Royaume-Uni, Misereor en Allemagne, CORDAID aux Pays-Bas, Action de carême en Suisse, Développement et Paix au Canada...

premières missions la même année. Le ministère de la Coopération, avec le concours des associations de jeunesse, crée l'"Association française des volontaires du progrès" (AFVP), en 1963. Armand Marquiset, d'autre part, qui a déjà fondé les Petits frères des Pauvres, lance Frères des Hommes en 1965, après un voyage à Calcutta. Enfin, un groupe d'anciens coopérants se réunit aussi au sein du "Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural" (GRDR), en 1969. C'est par ailleurs dès le début des années 60' que la CFDT a mis en place l'"Institut syndical de coopération technique internationale" (ISCTI) qui deviendra l'Institut Belleville en 1984.

Il y a aussi les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire qui sont engagés en Afrique dès le début des années '60, même si cette action a parfois manqué de visibilité : Eclaireurs ou Eclaireuses de France, Scouts ou Guides de France, Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, Fédération nationale Léo Lagrange, Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), etc.

1.3. Nombre d'associations, nées dans les années 60', s'engagent d'abord dans des actions d'urgence mais nombre d'entre elles optent très vite pour des actions de développement de moyen ou long terme, abandonnant progressivement le secteur de l'urgence. Celui-ci est alors occupé, à partir des années 70', par des associations dites d'urgence, les "French doctors" en particulier, qui sont aujourd'hui les associations les plus importantes par la taille financière.

"Médecins sans Frontières" (MSF) est né au moment de la guerre du Biafra, créé en 1971 par un groupe de médecins français en opposition à la neutralité de la Croix-Rouge⁸. "Action internationale contre la Faim" (AICF devenue ensuite ACF) est créée en 1979, à l'initiative de quelques personnalités : Françoise Giroud, Jacques Attali, Bernard-Henry Lévy, Jean Daniel, Jorge Semprun... "Médecins du Monde" (MDM) est issu d'une scission de MSF, à l'initiative de Bernard Kouchner et d'une minorité de membres de MSF, après l'opération du bateau *Île de Lumière* affrété en 1980 pour aller sauver les boat-people en mer de Chine. C'est aussi "Handicap International" (HI), créé en 1982 par un groupe de médecins lyonnais actifs dans les camps de réfugiés khmers en Thaïlande, qui mettent en place des ateliers locaux de fabrication de prothèses orthopédiques pour les victimes des mines antipersonnel et se mobiliseront ensuite contre la fabrication et l'utilisation de ces mines antipersonnel.

De nouvelles associations verront encore le jour, en particulier à partir d'un engagement en Afghanistan, après l'invasion soviétique de 1979 : outre l'AICF, il y a Aide médicale internationale (AMI), Solidarités, l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED) ...

Toutes ces associations sont créées à partir d'initiatives individuelles mais aussi à partir d'initiatives officielles (le CFCF ou l'AFVP) ou parapubliques : le "Comité d'aide pour les réfugiés hongrois", à l'origine du "Comité national de solidarité laïque" (CNSL), a été créé par des mutuelles, des syndicats, des coopératives et des associations membres ou proches de l'enseignement public. Ce type d'associations est aussi parfois mis en place par des organisations syndicales ou des institutions privées, soucieuses d'étendre leurs activités à la coopération pour le développement : Agriculteurs français et développement international (AFDI) a été créé par les organisations professionnelles agricoles (FNSEA, CNJA...); la CFDT a créé l'Institut Belleville et FERT a été mis en place par le groupe Unigrains.

⁸ *Le travail humanitaire – Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Pascal Dauvin et Johanna Siméant, Presses de Sciences Po, 2002.

En matière de financements publics, le paysage est contrasté. A l'exception de MSF dont le budget (93,7 M€ en 2003) est constitué à 86 % de fonds privés, de MdM qui, pour un budget de 39,7 M€ en 2003, a 72 % de fonds privés, et d'Handicap International qui, pour un budget de 53,8 M€ en 2003, a 69,5 % de fonds privés, les associations humanitaires françaises sont financièrement assez vulnérables du fait de la part de fonds publics dans leur budget, d'origine française ou internationale : 65 % de fonds publics pour ACF, en 2003, sur un budget d'environ 35 M€; 92 % pour Première Urgence, sur un budget de 15 M€ en 2002-2003 ; 96 % pour AMI, sur un budget de 7 M€ en 2002 ; 80 % pour Solidarités, sur un budget de 17,4 M€ en 2003... Parmi les associations de développement qui ont un budget annuel qui se situe entre 10 et 15 M€ l'AFVP, le GRET et Pharmaciens sans frontières travaillent avant tout avec des fonds d'origine publique (plus de 80 %). Mais le CCFD et le Secours catholique (pour sa seule action internationale) ont un niveau de cofinancement public voisin de 10 %, pour des budgets annuels de 30 à 35 M€; et les Œuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte (OHFOM) ou la Fondation Raoul Follereau (12-15 M€ de budget annuel) ne travaillent qu'avec des fonds d'origine privée. Toutes ASI françaises confondues, le niveau de financement public moyen, sur les quinze dernières années, est de 40 %, les financements publics d'origine internationale, notamment européens, étant les plus importants⁹.

La comparaison avec la puissance financière de certaines ONG anglo-saxonnes est saisissante : les revenus de Care USA atteignaient 524 M\$, pour l'année 2003, avec des fonds essentiellement d'origine publique, et le budget d'Oxfam UK, pour la même année, était d'environ 189 M£ avec des fonds essentiellement d'origine privée. En 2003 également, la récolte de fonds privés pour le réseau World Vision International s'est élevée à 1,125 Md\$, dont 685 M\$ pour World Vision USA¹⁰.

2. La structuration progressive du milieu

2.1. Le Comité français pour la Campagne mondiale contre la faim (CFCMCF) et le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales

La création du CFCMCF, en 1960, pour relayer en France la Campagne mondiale contre la faim de la FAO, apparaît a posteriori comme la première tentative des pouvoirs publics français pour mobiliser l'ensemble de la société française et favoriser le regroupement des principales forces sociales et corps intermédiaires dans la lutte contre la faim dans le monde. (Le CFCMCF se transformera en Comité français contre la faim (CFCF) en 1983 et en Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) en 1994.) Le CFCMCF regroupe, à l'origine, aussi bien le CNPF, la CGT, FO, la CFTC que la Croix-Rouge, le Secours catholique ou le CCFD. La Direction des Nations unies (NUOI), au sein du ministère des Affaires étrangères, assure une tutelle sur ce comité.

⁹ *Argent et Organisations de solidarité internationale 2002-2003*, Commission Coopération Développement, sept. 2005.

¹⁰ Selon l'étude réalisée par la Commission Coopération Développement en juin 2001, *Organisations de solidarité internationale et pouvoirs publics en Europe*, les cinq plus grandes ONG européennes, en 1999, étaient OXFAM (britannique) avec 196,4 M€, Misereor (allemande) avec 156,7 M€, Save the Children (britannique) avec 153,7 M€, NOVIB (néerlandaise) avec 150,2 M€ (essentiellement des fonds publics) et CORDAID (néerlandaise) avec 136 M€.

En 1965, un service de liaison avec les organisations internationales non gouvernementales est créé au sein de la direction des affaires politiques du Quai d'Orsay¹¹. Dix ans plus tard, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bruno de Leusse, assigne à la mission de liaison avec les ONG, nouveau nom donné au service, « de faire connaître et d'expliquer aux associations la politique extérieure de la France pour leur permettre, si elles le désirent, de mieux orienter et structurer leurs interventions dans les congrès du mouvement associatif international et dans les conférences intergouvernementales auxquelles elles participent en qualité d'observateurs ». Réciproquement, il s'agit d'écouter les associations « pour interpréter correctement leurs préoccupations et les aider à aboutir, si celles-ci nous paraissent légitimes »¹².

De manière générale, les pouvoirs publics ont favorisé et accompagné les dynamiques d'organisation interne des OSI françaises et leurs regroupements successifs visant à développer un partenariat structuré avec les ministères.

2.2. Le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)

En 1976, à partir de discussions autour du Rapport Abelin (septembre 1975), va émerger le Centre de recherche et d'information pour le développement¹³. Selon le rapport, « le Conseil de Direction du Centre devra être une émanation des organisations les plus actives désireuses de participer à cet effort [de solidarité entre nations industrielles et nations en voie de développement]. Parmi les nombreuses associations dont la contribution serait précieuse citons : l'IRFED, la CIMADE, le CFCMCF, le CHEAM, les "groupes Tiers Monde", l'ASCOFAM, les Coopératives, les Syndicats, la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, la Commission française pour l'Education, la Science et la Culture, Frères des Hommes, la Société Internationale pour le Développement (section France), les Maisons familiales rurales, le CRIAD, la CIDR, X-Tiers Monde, etc. »¹⁴. Il s'agit de « mobiliser les énergies en faveur de la nouvelle coopération », de sensibiliser, de « présenter les impératifs de la nouvelle coopération fondée sur l'échange et la réciprocité ». Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), doté de larges moyens par l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), est un des modèles qui inspire le coordinateur du rapport, Stéphane Hessel.

L'Assemblée constitutive du CRID se tient le 18 mai 1976, à l'initiative de Roland Colin, président de l'IRFED et proche de S. Hessel. Elle rassemble huit associations mais seulement trois de la quinzaine de partenaires potentiels cités par le Rapport Abelin. Ces huit associations sont le CCFD, la CIMADE, la CINAM (Compagnie d'études industrielles et d'aménagement du territoire), le Collège coopératif, Frères des Hommes, l'IRAM (Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement), l'IRFED et OICS Medicus Mundi.

¹¹ Une circulaire, en 1970, en expose les missions aux ambassadeurs : « L'efficacité des ONG se révèle au plan politique : les mouvements d'étudiants ont fait, défait ou déséquilibré nombre de gouvernements ces dernières années [...] Au plan économique et social, elle s'exprime par le volume de leur aide au développement [...] On chiffre à un minimum d'un milliard de dollars le montant global de l'aide fournie par les associations internationales, [...] d'où leur utilité complémentaire à celle des Etats et organismes intergouvernementaux, dont l'aide est indirecte. [...] La contribution des ONG représente donc le dixième de l'aide. [...] ». Michel Doucin, Société civile internationale et diplomatie : l'exception française, *in* Les Diplomates, Négociateur dans un monde chaotique, sous la direction de Samy Cohen, Mutations, Autrement, 2002, pp. 89-90.

¹² Michel Doucin, *idem*, p. 90.

¹³ Intitulé "Centre pour la recherche et l'innovation en matière de développement" dans le Rapport Abelin, le sigle CRID désignera, dans ses statuts, le "Centre de recherche et d'information pour le développement".

¹⁴ Pierre Abelin – *Rapport sur la politique française de coopération*, La Documentation française, Paris, 1975, p. 57.

Le ministère de la Coopération qui, en 1976, changera deux fois de titulaire (Jean de Lipkovsky puis Robert Galley), va finalement se désengager du projet, malgré la poursuite des contacts entre les associations et quelques hauts fonctionnaires du ministère.

2.3. La Commission coopération jeunesse et le Bureau de liaison avec les organisations non gouvernementales (BLONG)

En 1978, sous l'impulsion des représentants des associations de jeunesse et d'éducation populaire membres du Haut Comité de la jeunesse, des sports et des loisirs, est créée une "Commission Coopération Jeunesse"¹⁵. L'arrêté, daté du 5 mars 1978, qui crée cette commission paritaire est signé conjointement par le ministre de la Coopération (Robert Galley) et par le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports (Jean-Pierre Soisson). La nomination des membres n'interviendra qu'un an plus tard, le 1^{er} mars 1979. Elle comprend, du côté des associations et mouvements de jeunesse, dix représentants d'associations, toutes membres du **Conseil national des Associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP)**¹⁶. Ce sont l'Association des foyers internationaux, les Guides de France, la Fédération française des clubs UNESCO, l'Office central de coopération à l'école (OCCE), les Scouts de France, le service Jeunes du Secours catholique, le secteur Tiers-Monde de la Fédération nationale Léo-Lagrange, la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, le Centre international des unions chrétiennes de jeunes gens de France (UCJG) et la Fédération nationale des foyers ruraux de France.

Cette commission comprend également, au titre des "personnalités", le président de la **Commission nationale de la jeunesse pour le développement (CNJD)**¹⁷, le délégué au département Jeunesse du CFCMCF et le secrétaire général du CCFD représentant le CRID.

En février 1979 par ailleurs, le ministère transforme le "Bureau des œuvres privées", animé par Monique Tari et chargé de distribuer des subventions aux missions religieuses menant des actions de scolarisation (écoles et centres d'apprentissage) et aux structures confessionnelles de volontariat (DCC et DEFAP), en "Bureau de liaison avec les organisations non gouvernementales" (BLONG).

2.4. L'Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement (ARIADE)

Début 1980, Robert Galley lance l'Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement (ARIADE), destinée à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de la

¹⁵ Le ministre de la Jeunesse avait été interpellé, dans le cadre du Haut Comité de la Jeunesse et des Sports, par Albert Jenger, de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente, parlant au nom du CNAJEP. Selon Jacques Lecugy, secrétaire général de la Commission Coopération Jeunesse, la filiation "historique" qui lie cette Commission Coopération Jeunesse - première instance de concertation institutionnelle entre associations de solidarité internationale et pouvoirs publics - et la Commission Coopération Développement, témoigne de l'antériorité des mouvements de jeunesse dans la mise en place de structures de dialogue entre pouvoirs publics et associations en matière de solidarité internationale.

¹⁶ Le CNAJEP, qui prendra ensuite l'appellation de "Comité pour les relations nationales et internationales des Associations de jeunesse et d'éducation populaire" a été créé en 1968 par le milieu associatif de la jeunesse et de l'éducation populaire, actif dans les domaines de l'action sociale et culturelle, de la formation et du loisir social. Michel Faucon, *Les organisations de solidarité internationale dans les relations internationales institutionnelles*, Les cahiers du développement durable, n° 3, décembre 1996, p. 12.

¹⁷ La CNJD a été mise en place, en 1970, par le CFCMCF pour créer une sorte de "section jeune " au sein du Comité. Voir Michel Faucon, idem.

coopération et du développement. Elle rassemble des personnalités diverses : experts en développement, journalistes, directeurs de chaînes de télévision, syndicats... mais non les ONG qui ont refusé de faire partie du Comité d'orientation. Le CRID, de même que le CFCMCF et la CNJD, refusent de cautionner une initiative qui favorise une intervention des pouvoirs publics, jugée excessive par les ONG, sur la sensibilisation et l'information de l'opinion publique¹⁸.

La création de l'ARIADE, qui donne lieu à de vigoureux affrontements entre les ONG et le Cabinet de Robert Galley, est l'aboutissement provisoire et « regrettable », pour les ONG, d'un dialogue entamé par les deux partenaires, dès 1976, sur les collaborations à mettre en place en matière de sensibilisation de l'opinion publique. Parallèlement au lancement de l'ARIADE et en complément de celle-ci du point de vue des pouvoirs publics, le ministère dégage d'ailleurs des crédits croissants, à l'usage des ONG, pour les activités dites d'"éducation du développement". Ces débats, souvent conflictuels, témoignent d'une dynamique sur laquelle va s'appuyer Jean-Pierre Cot, nouveau titulaire du ministère de la Coopération et du Développement, au moment de l'alternance de mai 1981.

2.5. Le Comité de liaison des ONG françaises auprès de la CEE

Le cofinancement des ONG des pays membres de la CEE est mis en place, dès 1975, avec la première Convention de Lomé, à l'initiative de Claude Cheysson. Le Comité de liaison des ONG auprès de la CEE apparaît dans les années 1977-78, et, début 1980, une quarantaine d'ONG françaises, bénéficiant de cofinancements européens, tiennent leur première assemblée générale. La représentation française est fixée à huit délégués, auxquels il faut ajouter deux experts, mais c'est le délégué français du Comité de liaison qui est en position d'exercer une réelle influence à Bruxelles. Menotti Botazzi, secrétaire général du CCFD, est élu en 1980 président du Comité français de liaison des ONG auprès de la CEE ; il est réélu en 1983, date à laquelle il devient président du Comité de liaison à Bruxelles. Claude Dalbera, secrétaire général de Frères des Hommes, prend sa relève en 1986 comme délégué français. Ce Comité de liaison des ONG auprès de la CEE se transformera ultérieurement en "Plate-forme française des ONG auprès de l'Union européenne", laquelle sera finalement intégrée au sein de Coopération SUD en 2002.

2.6. L'alternance de 1981 et la mise en place de la Commission coopération développement

C'est au forum des ONG, en juin 1981, que Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération et du Développement dans le premier gouvernement de Pierre Mauroy, définit le nouveau cadre du dialogue. Les ONG sont officiellement reconnues comme des acteurs à part entière dans le champ de la coopération et du développement. Au-delà des relations d'Etat à Etat, nécessaires mais insuffisantes, les ONG sont les vecteurs de la « coopération avec les peuples pour atteindre les communautés de base et promouvoir le développement autocentré ».

Des consultations informelles ont lieu entre les ONG et le Cabinet du ministre, au cours de l'été, à l'initiative d'Henri Rouillé d'Orfeuil. Elles aboutissent, en octobre 81, à l'organisation de trois journées de réflexion. En sortira un groupe de travail, dit des "vingt-et-un", chargé de faire des propositions pour une instance de concertation officielle entre les ONG et les pouvoirs publics. Le "Groupe des vingt-et-un" remet ses conclusions à l'été 1982. Yves de Kermel, cadre de la

¹⁸ Présidée par Alain Poher, l'ARIADE a cessé ses activités en 1983 après avoir organisé la Journée du Tiers-monde à l'école, en octobre 1981, une campagne d'affiches et plusieurs émissions à la télévision.

Banque de France, membre de l'association Frères des Hommes, détaché au ministère de la Coopération en tant que chef du Service d'information et de liaison avec les ONG (SILONG)¹⁹, réunit les collectifs pour leur soumettre un projet de décret instituant une commission à quatre collèges. Deux, dans un premier temps, constitués par les ONG et les pouvoirs publics, et deux autres qui pourraient s'y adjoindre, dans un second temps : élus et socioprofessionnels. Les deux collèges auront une représentation paritaire. Les deux derniers collèges ne seront jamais créés au sein de la CCD²⁰. C'est au sein du HCCI, en 1998, qu'associations, élus et socioprofessionnels se retrouveront.

L'arrêté créant la Commission coopération développement (CCD), daté du 28 mars 1984, paraît au Journal officiel du 20 avril 1984, et la nomination des membres intervient le 17 mai suivant. Le collège des ONG comprend les six collectifs rassemblés dans l'Intercollectif : le CFCF, le **Comité de liaison des ONG de Volontariat (CLONG Volontariat)**²¹, le CNAJEP, la CNJD, le CRID et le **Groupe national pour la coopération (GNC)**²². Chaque collectif a deux représentants auxquels s'ajoutent les représentants de l'Association internationale contre la faim (AICF), de Médecins sans frontières (MSF) et d'Echanges Méditerranée²³. Le collège des pouvoirs publics comprend des représentant(e)s des différents ministères et secrétariats d'Etat concernés par la coopération et le développement²⁴. La CCD est présidée par le ministre auprès du ministre des Relations extérieures chargé de la coopération et du développement. La création de la CCD entraîne l'arrêt des activités de la Commission coopération jeunesse ; son secrétaire général, Jacques Lecugy, devient le secrétaire général de la nouvelle CCD.

¹⁹ Le SILONG reprend, en les élargissant, la totalité des attributions du BLONG.

²⁰ Pour Jacques Lecugy, alors secrétaire général de la CCD, ceci est principalement dû à l'opposition des associations qui craignaient alors de perdre l'exclusivité de leur dialogue avec les pouvoirs publics.

²¹ Le CLONG-Volontariat date de 1978. Il a été constitué par plusieurs associations qui, envoyant des volontaires dans les pays en développement, ont décidé de se constituer en collectif pour négocier un système de protection sociale. Voir Michel Faucon, idem, p. 13. Cette négociation débouchera, en plusieurs étapes : 1985, 1995, 2000, 2005, sur la mise en place d'un véritable statut du volontaire international expatrié (Loi du 23 février 2005). Robert Galley mettra lui-même en place une première prise en charge de la protection sociale des volontaires, mais sans textes réglementaires à l'appui.

²² Le secteur des mutuelles et des coopératives, particulièrement intéressé par l'aide au développement des pays du Sud et par les questions de coopération internationale, s'est organisé, en 1968, en "Centre intercoopératif français d'aide au développement" (CIFAD) au sein du Groupe national pour la coopération (GNC) : Crédit coopératif, Centre international du crédit mutuel ainsi que différents structures de la profession agricole (AFDI, Mutualité sociale agricole...). Le GNC est lui-même membre du Comité national de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives (CNLAMCA), devenu en 2001 le "Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale" (CEGES). Le CEGES est aujourd'hui représenté en tant que tel au sein du Haut Conseil de la coopération internationale (HCCI).

²³ L'association "Echanges Méditerranée", animée par Daniel Carrière, a été porteuse de la problématique de l'immigration dans les premiers débats de la CCD, préfigurant d'une certaine manière la concertation de 2000-2002 qui aboutira à la création du FORIM.

Ce processus de concertation est largement décrit par Thierry Fabre dans *Les ONG françaises de développement – Stratégies et organisation*, Paris, IEP, 1986, DEA Sciences politiques.

²⁴ Le collège des pouvoirs publics comprend un(e) représentant(e) du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, six représentant(e)s du ministère des Relations extérieures (dont trois représentants du ministère chargé de la Coopération et du Développement), un(e) représentant(e) du ministère de l'Agriculture, un(e) représentant(e) du ministère de l'Education nationale, un(e) représentant(e) du ministère du Commerce extérieur et du Tourisme, un(e) représentant(e) du ministère délégué au Temps libre, à la Jeunesse et aux Sports, un(e) représentant(e) du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, un(e) représentant(e) du secrétariat d'Etat auprès du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, chargé de la santé, un(e) représentant(e) du secrétariat d'Etat auprès du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

2.7. L'Intercollectif des associations de solidarité internationale et de développement

Une réflexion commune avait été engagée, dès 1978, à partir de trois événements : i/ le colloque sur l'industrialisation du Tiers-monde et les restructurations industrielles, organisé début 1979, à l'initiative de Thierry Lemaesquier chef du Service de liaison non gouvernemental (SLNG) des Nations unies à Genève, avec le concours du CFCMCF, de la CNJD, du CRID et du GNC ; ii/ la mise en place de la Commission coopération jeunesse et iii/ la création de l'ARIADE. Mais c'est surtout la relance du dialogue avec les pouvoirs publics, à l'automne 1981, qui conduit les six collectifs (le CNAJEP et le CLONG-Volontariat s'ajoutent au CFCMCF, à la CNJD, au CRID et au GNC) à faire des propositions communes pour une instance de dialogue ONG-pouvoirs publics dont le rapport Abelin avait suggéré que le CRID en fût le cadre.

"L'Intercollectif des associations de solidarité internationale et de développement" émerge en juin 1982. Il rassemble 72 associations regroupées au sein des six collectifs. Une enquête sur ces ONG de développement, lancée par le "Groupe des vingt-et-un" et financée par le SILONG, donne un premier aperçu sur la taille de ces associations, leurs ressources, le nombre des salariés, des militants et des groupes locaux, les secteurs et zones géographiques d'intervention et leurs contacts internationaux²⁵. L'Intercollectif constitue l'ossature du premier collège de la Commission coopération développement qui comprend quinze représentant(e)s des associations nommé(e)s par le ministre de la Coopération et du Développement, dont douze sur proposition des six collectifs. Ce collège verra sa composition modifiée le 17 mai 1985 dans un arrêté qui prévoit, outre les deux représentants de chacun des six collectifs, « cinq représentants d'organisations non gouvernementales [...] », ce qui élargit le collège associatif au "**Comité laïque pour l'éducation au développement – Educateurs sans frontières**" (CLED)²⁶ et à la "**Coordination d'Agen pour les missions d'urgence et de coopération volontaire**"²⁷.

A partir de 1984, de fortes tensions naissent entre le CFCF et le CRID : l'événement marquant est la volonté du Comité français contre la faim (CFCF) de retrouver sa capacité d'initiative originelle. Menotti Botazzi, secrétaire général du CCFD devenu, fin 1983, délégué général du CFCF, inspire ce dynamisme nouveau. Ce dernier devra cependant faire face à de graves difficultés financières du fait de l'échec de ses campagnes de collecte de fonds de 1986 et de 1987, et les réorganisations internes qui s'ensuivent réduiront considérablement ses capacités d'initiative et d'intervention.

2.8. L'alternance politique de 1986 et la mise en place du Département de la coopération non gouvernementale (DEVNOG)

²⁵ Les résultats de cette enquête ont fait l'objet d'une thèse de troisième cycle en Economie du développement : Jean-Claude Dubarry, *Analyse de l'enquête de l'Intercollectif*, Grenoble, 1984.

²⁶ Le "Comité laïque pour l'éducation au développement - Educateurs sans frontières", créé début 1985, fusionnera en 1994 avec le Comité national de solidarité laïque (CNSL). Il regroupe la FEN, le SNI, la Ligue de l'enseignement... Le qualificatif de "laïque" sera à son origine contesté au CLED par toutes les associations membres du CRID, à l'exception du CCFD, de la CIMADE, du Centre Leuret et du CFEI (lié à la JOC) aux références confessionnelles explicites.

²⁷ Créée en 1983 à l'issue du premier Forum international de la coopération volontaire organisé à Agen par la Guilde européenne du raid, la Coordination d'Agen pour les missions d'urgence et de coopération volontaire regroupe à l'origine une douzaine d'organisations : Médecins sans frontières, Action internationale contre la faim, le Centre international de développement et de recherche (CIDR), etc., largement mais pas exclusivement tournées vers des actions d'urgence. (Voir Michel Faucon, idem.)

En 1986, l'alternance politique marque un ralentissement des activités de la CCD. Michel Aurillac remplace Christian Nucci et met en question la gestion financière de son prédécesseur. C'est le scandale du Carrefour du développement, association créée et présidée par Yves Chalié, chef de Cabinet de Christian Nucci, pour gérer diverses opérations financières du ministère de la Coopération, en particulier le financement du Sommet de la Francophonie de Bujumbura.

Les années 86 et 87 sont aussi celles du débat idéologique entre les associations françaises qualifiées de "tiers-mondistes" – très largement celles qui sont membres du CRID – et certaines associées, membres de la Coopération d'Agen, au premier rang desquelles Médecins sans frontières qui a mis en place la Fondation "Liberté sans frontières".

L'alternance politique et les débats idéologiques entre les ONG françaises n'empêchent pas pour autant la réflexion de progresser. Le Programme Solidarité Eau, destiné à organiser des opérations conjointes entre acteurs d'Etat, collectivités locales, professionnels de l'eau, organismes techniques et organisations de solidarité internationales, est mis en place en 1985. Le pendant, en milieu urbain, est le Programme Solidarité Habitat, qui voit le jour en 1987.

En 1987 également, le directeur de la coopération scientifique et technique du ministère des Affaires étrangères, Jacques Laureau, nomme auprès de lui un chargé de mission, Michel Doucin, pour les relations avec les ONG et les collectivités locales. La décision est prise, peu après, de mettre en place un système de gestion des subventions aux associations commun aux deux ministères de la Coopération et des Affaires étrangères : le département de la coopération non gouvernementale (DEV/NOG) du ministère de la Coopération - confié à Pierrette Bonnaud puis à Colette Métayer en mars 1999 - instruit toutes les demandes de cofinancement des associations et les décisions d'attribution sont arrêtées dans des comités séparés, présidés par la hiérarchie de chacun des ministères. Ce service met en place des cofinancements avec les organisations non gouvernementales et les collectivités locales pour soutenir des projets complémentaires de la coopération bilatérale officielle.

2.9. Jacques Pelletier et la création du Comité de liaison des organisations de solidarité internationale (CLOSI)

Au printemps 1988, François Mitterrand est réélu à la présidence de la République. Jacques Pelletier est ministre de la Coopération dans le gouvernement de Michel Rocard et Bernard Kouchner devient secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, son secrétariat d'Etat prenant la place du secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme que Claude Malhuret, ancien directeur général de Médecins sans frontières, avait dirigé de 1986 à 1988.

Les activités de la Commission coopération développement sont relancées. Trois dossiers importants vont contribuer à renforcer la concertation entre les organisations de solidarité internationale, le ministère de la Coopération et du Développement et le ministère des Affaires étrangères :

- la mise en place en 1989-1990 d'un Fonds d'études préalables, première mouture du Fonds pour la promotion des études préalables, études transversales, évaluation – F3E actuel – qui associe fonds publics et contribution des ONG dans l'évaluation de leurs programmes d'action ;

- le lancement d'une étude sur la diversification et la contractualisation des relations entre les ONG et les pouvoirs publics, étude confiée à Bernard Husson, directeur du CIEDEL. Le "Rapport Husson" sortira en décembre 1991 ;
- la création d'un poste international, en 1992, à la suggestion de l'ambassadeur de France auprès de l'Office des Nations unies à Genève (Jean-David Levitte), visant à renforcer la présence des ONG françaises dans les grandes conférences internationales. Ce poste est confié à Michel Faucon, alors coordinateur (depuis 1991) des ONG de développement pour la préparation de la Conférence de Rio, après avoir été président du CRID de 1986 à 1990. Le coût financier de ce poste est partagé entre le ministère de la Coopération (1/3), le ministère des Affaires étrangères (1/3) et les associations (1/3).

En 1989, le ministre des Affaires étrangères souligne à nouveau l'importance croissante que les ambassadeurs doivent accorder à l'action des ONG françaises²⁸.

Les ONG, de leur côté, renforcent leur concertation interne et décident de mettre en place, en 1990, une structure de représentation unique, le Comité de liaison des organisations de solidarité internationale (CLOSI), qui regroupe le CRID, le CLONG-Volontariat, la Coordination d'Agen, la CNJD, le CNAJEP et le CLED²⁹. Jean-Paul Vigier, représentant du CCFD au sein du CRID et représentant le CRID au sein de la CCD, en prend la présidence. Le CLOSI fonctionne comme une structure légère, déléguant à ses membres la responsabilité des dossiers à gérer. C'est notamment ce qui se produit concernant la préparation de la Conférence de Rio : le CRID et la Ligue de l'enseignement animent, au nom du CLOSI, un Comité ad hoc qui se met en place début 1991³⁰.

2.10. L'éclatement du CLOSI et la création de Coordination SUD

Les conclusions du rapport sur la diversification et la contractualisation des relations entre les ONG et les pouvoirs publics sont présentées par Bernard Husson lors d'une séance plénière de la Commission coopération développement, en décembre 1991. Le rapport propose la mise en place de divers types de conventions entre les ministères et les associations : conventions d'objectifs permettant à une association d'intégrer dans une même demande le cofinancement de plusieurs projets ; programmes thématiques associant les projets de plusieurs ONG dans un même programme d'action (programme urbain...), etc. Mais les positions divergent entre les

²⁸ Une nouvelle circulaire, signée par François Scheer, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, débute ainsi : « La place prise par les ONG dans la vie internationale et l'intérêt qu'elles suscitent dans leurs actions dans les secteurs les plus divers (humanitaire, droits de l'homme, syndical, développement, environnement...) attirent quotidiennement l'attention. Le gouvernement entend, pour sa part, favoriser d'une manière générale l'action de ces associations [qui] jouent un rôle irremplaçable ». Elle poursuit en conseillant aux ambassadeurs de France d'être « personnellement attentif[s] à l'action des ONG qui interviennent dans les secteurs humanitaires et des droits de l'homme [et lorsque leurs] interventions peuvent se heurter au mauvais vouloir ou à l'hostilité des autorités locales [...] de leur accorder toute l'assistance voulue et d'informer sans délai le Département ». Elle conclut par la précision : « Autonomes et libres dans leurs actions elles peuvent, le cas échéant, ne pas partager l'ensemble des analyses du poste. Elles ne méritent pas moins votre soutien. » Michel Doucin, idem, p. 90-91.

²⁹ Le CLED fusionnera en 1994 avec le Comité national de Solidarité laïque qui, à partir de cette date, créera en son sein un secteur éducation au développement.

³⁰ Ce Comité de coordination était composé de six représentants d'associations de solidarité internationale, de six représentants d'associations d'environnement et de douze représentants issus de différents ministères. La présidence de l'ensemble était confiée à Henri Rouillé d'Orfeuil, adjoint au directeur de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du MAE. Ce comité avait pour objectif de préparer la rencontre internationale des ONG à La Villette (déc. 91) ainsi que la contribution française à la Conférence de Rio (juin 92). Michel Faucon, idem, p. 14.

ONG, le ministère de la Coopération et la Direction générale de la coopération scientifique et technique du ministère des Affaires étrangères sur la nature de l'outil commun à mettre en place pour gérer l'ensemble des crédits affectés au cofinancement de l'action des ONG et les divers programmes ou types de conventionnement envisagés. Une formule de Groupement d'intérêt public (GIP) est envisagée dans un premier temps, permettant une gestion privée de ressources financières publiques et privées. Les débats se poursuivent entre les deux ministères et les ONG tout au long des années 1992 et 1993. La formule sera finalement abandonnée au profit d'un "Comité paritaire d'orientation et de programmation" (CPOP), logé au sein de la Commission coopération développement, qui verra le jour début 1995.

Parallèlement à ces débats, courant 1992, Colette Métayer, responsable du DEVNOG, et Michel Wagner, de la Direction des Nations Unies et des Organisations internationales au ministère des Affaires étrangères (NUOI), en lien avec le Cabinet du ministre de la Coopération, décident d'appuyer une relance des activités de coordination du Comité français contre la faim. Jacques Pelletier, devenu Médiateur de la République, en prend la présidence en 1993, et Bernard Husson en devient le délégué général³¹. Le CFCF devient le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) et prend un certain nombre d'initiatives pour des concertations accrues entre ONG, syndicats, entreprises et collectivités territoriales. Ces initiatives sont diversement appréciées par les responsables des collectifs membres du CLOSI ou par le secrétaire général de la Commission coopération développement, ce qui conduira le directeur du Développement au ministère de la Coopération, Jean-Michel Severino, à préciser, début 1994, la fonction du CFSI en matière de concertation et/ou de coordination des divers acteurs de la solidarité internationale.

La période 1991-1994 est cependant surtout marquée par de vifs débats entre les différents collectifs au sein du CLOSI, principalement entre les associations membres des trois collectifs dont la totalité de l'activité est tournée vers l'appui au développement dans les pays du Sud (CRID, CLONG-Volontariat et Coordination d'Agen) et les associations membres des trois autres collectifs, associations de taille plus petite ou dont l'objet principal n'est pas la coopération internationale mais qui consacrent cependant une part importante de leur activité à l'"éducation au développement", en particulier les associations, membres du CLED, de la CNJD ou du CNAJEP. Ces dernières estiment en effet que les associations membres du CRID, du CLONG Volontariat ou de la Coordination d'Agen, entièrement tournées vers l'international, devraient contribuer davantage au financement du CLOSI. Les besoins financiers du CLOSI augmentent en effet, que ce soit pour assurer la part des coûts du "poste international" ou pour promouvoir une professionnalisation accrue des ONG, laquelle s'impose dans le dialogue avec les pouvoirs publics sur les nouvelles formes de la contractualisation. Devant l'impossibilité de trouver un terrain d'entente, Jean-Paul Vigier démissionne de sa fonction de président du CLOSI, ce qui entraîne le départ du CRID, du CLONG-Volontariat et de Coordination d'Agen, qui décident de créer ensemble une nouvelle entité, **Coordination SUD** (Solidarité, Urgence, Développement), dont Jean-Paul Vigier devient le président. L'assemblée constitutive de Coordination SUD a lieu au printemps 1994.

Conclusion

Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

³¹ Sa rémunération est prise en charge par le ministère de la Coopération dans le cadre d'une convention triennale.

A partir de 1994, la situation se stabilise autour de Coordination SUD qui va progressivement réunir en son sein plus d'une centaine d'ONG françaises, directement ou au travers de ses collectifs.

- ⇒ Le CFSI, qui finance des actions de terrain (à partir de ses ressources propres et de cofinancements européens) et qui assure parallèlement une fonction de concertation entre les ONG, les collectivités locales, les syndicats..., est d'une certaine manière contraint de choisir entre ses deux missions. (En janvier 1995, Bernard Husson a cédé sa place à Jean-Marie Hatton, délégué général du CRID de 1986 à 1990.) Le Conseil d'administration du CFSI propose finalement à ses membres que le CFSI en tant que tel cantonne son activité à l'appui aux actions de terrain et que son rôle de plate-forme de concertation entre ONG, collectivités locales, syndicats..., soit dévolu à une nouvelle structure qui pourrait être un Haut Conseil ou une commission nationale consultative de la coopération et du développement. Cette proposition est reprise dans le cadre des Assises de la solidarité internationale, organisées à la Sorbonne, en octobre 1997, par l'Association des Présidents de Conseils généraux/APCG (qui va devenir l'Association des départements de France), Cités unies France, le CLOSI, Coordination SUD et le CFSI. La proposition d'un Haut Conseil de la coopération internationale, rattaché au Premier ministre, est reprise dans le cadre de la réforme du dispositif français de coopération internationale de février 98 et le Haut Conseil sera formellement créé en février 1999. Le CFSI "nouvelle formule" adhère à Coordination SUD en 2002 et Jean-Louis Viélaïus, son délégué général, entre au conseil d'administration de Coordination SUD.
- ⇒ Le processus de préparation des Assises de la Sorbonne, précédées de neuf assises régionales dont Coordination SUD et le CLOSI se partagent l'organisation, contribue à un apaisement des tensions et favorise une entente tacite entre les responsables des deux collectifs pour coordonner l'action des uns et des autres et tenir un langage commun face à l'opinion publique et à l'administration. Et des rencontres formelles et informelles entre les deux regroupements permettent de refaire l'unité au sein de Coordination SUD. Début 1998, le CLOSI s'efface au profit de Coordination SUD : le CNAJEP rejoint Coordination SUD et la CNJD cesse ses activités. Le Groupe Initiatives³² adhère aussi à Coordination SUD au même moment et le Comité national de Solidarité laïque adhèrera en 2005, dans le collège des adhérents directs.
- ⇒ Coordination SUD va aussi absorber progressivement les fonctions d'autres structures. Dès 1995, le poste de représentant des ASI françaises auprès des organisations internationales, créé en 1991, est intégré au sein de son Secrétariat exécutif. Son pôle "Coopérations internationales" comprend désormais une dimension internationale qui a intégré ces fonctions et une dimension européenne qui a repris, en 2002, les activités de la "Plate-forme française des ONG auprès de l'Union européenne". La Plate-forme France-Pays du Mékong sera absorbée en 2004 de même que l'Association Conseil pour le Développement et l'Environnement (ACDE) et le Secrétariat technique des Commissions mixtes (pour la partie ASI) en 2005.
- ⇒ Le dernier collectif qui adhère à Coordination SUD, en 2003, est le FORIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations) qui réunit des organisations de migrants chargées de leur intégration en France et du lien avec leur pays d'origine. Le

³² Créé en 1993, le Groupe Initiatives réunit des ONG de développement plus techniques : IRAM, GRET, GRDR...

FORIM est né d'une concertation entre ces organisations, mise en place au sein de la Commission coopération développement entre 2000 et 2002.

- ⇒ Hubert Prévot, qui prend la présidence Coordination SUD fin 1997, contribue enfin à une plus grande insertion des organisations de solidarité internationale dans le mouvement associatif français en devenant, en 1999, le président de la "Conférence permanente des Coordinations associatives" (CPCA).

Jean-Marie HATTON³³

³³ Cette note a été rédigée avec les concours de Roland Biache, Michel Doucin, Michel Faucon, Jacques Lecugy, Colette Métayer et Henri Rouillé d'Orfeuil.